

Le Tribunal  
du Mercredi 19  
juillet 2006

# Barrage de Poutès :

## « Ce sera le débat ou le conflit ».

Le combat pour l'effacement du barrage se poursuit et pourrait prendre une tournure nouvelle dans les mois à venir on ne laisse pas le temps au débat. Un débat national bien sûr.

**L'**ENQUÊTE publique mise en œuvre par la préfecture depuis le 20 juin dernier sur le dossier de renouvellement de la concession de Poutès-Monistrol à EDF touche à sa fin et les associations membres du collectif pour l'effacement du barrage montent une nouvelle fois au créneau pour dénoncer « l'archaïsme de la procédure et la désinformation » auprès des riverains et des élus des vingt-six communes concernées.

Hier matin, avant d'aller remettre 80 000 signatures recueillies dans toute la France en préfecture, le collectif a donné une conférence de presse sur le thème : *Barrage de Poutès : ce sera le débat ou le conflit.*

Autour de SOS Loire Vivante, plusieurs organisations locales et nationales et pour la première fois des riverains de la commune d'Alleyras ont expliqué pourquoi il fallait déconstruire l'ouvrage. « Il s'agit d'un enjeu majeur. Si le renouvellement de la concession intervenait, ce serait la fin du grand saumon de la Loire », lâchait en préambule Jean-Paul Doron, vice-président de l'Union nationale des pêcheurs de France. « La fédération des pêcheurs est totalement solidaire contre l'effacement du barrage qui constitue la butée finale de la migration », poursuivait Camille Soliechac, président de la Fédération de pêche Haute-Loire.

La préservation du saumon est bien sûr l'élément central de ce débat qui pour l'heure demeure local au grand dam du collectif qui met en avant des enjeux nationaux voir européens,

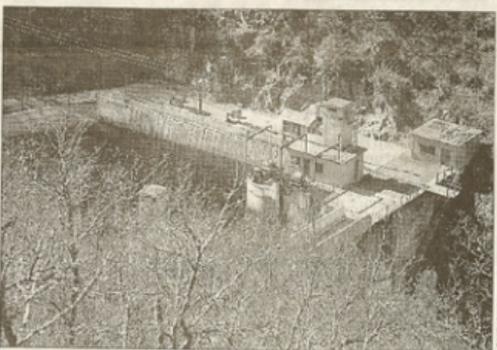
telle la directive cadre européenne sur l'eau qui prévoit un bon état écologique à l'horizon 2 015. « L'Etat français aura à se justifier du déclassement de la rivière », soulignait Jean-Paul Doron.

### Un barrage ringard

Du côté des experts présents hier au Puy-en-Velay, on soulignait les exemples réussis d'enlèvement de barrage, tel celui de Maisons-Rouges. « L'Allier est une rivière miraculée. Dans quel siècle sommes nous ? Ce barrage est ringard », s'exclamaît Gilbert Cochet, expert Union européenne. Et le collectif de demander une enquête publique nationale et de proposer une concession provisoire afin de laisser le temps au débat. « L'affaire de Poutès ne concerne pas que vingt-six communes. Il s'agit du développement durable d'un territoire tout entier et non d'un territoire administratif concernant vingt-six communes », expliquait Martin Arnould (WWF France) en référence à la taxe professionnelle perçue par les communes.

Consentir du manque à gagner pour ses mêmes communes, les défenseurs de la rivière mettent l'accent sur les perspectives de création d'emplois et de développement durable autour des énergies renouvelables et de la reprise de la pêche au saumon, en précisant une nouvelle fois que la déconstruction ne concerne pas les barrages sur l'Ance.

Un collectif qui dénonce enfin la position rigide d'EDF et qui



Pour SOS Loire Vivante et les membres du collectif, le barrage de Poutès « est le principal point noir sur la carte ».

assure qu'il ne s'agit en aucun cas de créer un précédent, seuls trois barrages sur une quarantaine en France sont dans son collimateur, « toutes les études le

montrant, Poutès est le principal point noir sur la carte », a précisé SOS Loire Vivante.

CHRISTOPHE TEYSSIER

### DÉSINFORMATION ET MANQUE D'INFORMATION

« Il y a un manque d'information des habitants. Nous avons besoin d'entendre des idées nouvelles. Devant chez moi, j'ai une rivière morte, de l'eau dégueulasse », a expliqué avec émotion et détermination Catherine Parat, membre du comité des riverains contre Poutès.

Un manque d'information, mais surtout de la désinformation. Selon le collectif, l'étude d'impact ne retranscrit pas les différentes études conduites par les associations de défense de l'environnement ou les pêcheurs, y compris sur la sécurité du barrage, mal évaluée face aux crues majeures. « C'est un dossier d'ampleur nationale prisonnier d'intérêts locaux. Le renouvellement ne pourra pas éviter le dossier des crues en pays cévenol. EDF ne pourra éviter le débat public, le monde politique non plus », estime l'Association nationale pour la protection des eaux et des rivières.

## Débat autour du barrage de Poutès

Eveil des  
22/07/06

Quel avenir pour le barrage de Poutès-Monistrol ? Quelles alternatives ? Telles les questions abordées lors du débat public mardi 25 juillet à 20 h 30 Alleyras, salle communale avec : Gilbert Cochet : expert auprès

de l'Union Européenne, président du comité scientifique de la réserve naturelle des Gorges de l'Ardèche; Martin Arnould : chargé de programme «Rivières vivantes» au WWF-France; René Danières : France

Nature Environnement.  
Ouvert à tous. SOS Loire Vivante / WWF-France Programme Rivières Vivantes - 26 rue Brossard - 42000 Saint-Etienne - Tel : 04.77.21.58.24.